

Dépenses publiques de fonctionnement et croissance économique en
République Démocratique du Congo : une analyse empirique entre (2000-
2023)

Public Operating Expenditures and Economic Growth in the Democratic
Republic of the Congo: An Econometric Analysis of Macroeconomic Effects
(2000–2023)

BUTUMBI MUKENGE Dieudonné

Chercheur et Doctorant en économie publique et développement durable RDC

KIKUNI MULAKILWA Fiston

Chercheur et Doctorant en économie publique et développement durable RDC

Correspondence address

Économiques et de Gestion-République démocratique du
Congo

Cite this article

Butumbi Mukenge, D., Kikuni Mulakilwa, F., (2026).
Dépenses publiques de fonctionnement et croissance
économique en République Démocratique du Congo : une
analyse empirique entre (2000-2023).
International Journal of Economics and Management
Sciences, Volume 5, Issue 4 (2026), pp. 154-172.

Submitted: 11/07/2026

Accepted: 10/09/2026

International Journal of Economics and Management Sciences - IJEMS–
Volume 5, Issue 4 (2026)

Copyright © IJEMS

www.ijemsjournal.com

Résumé

Ce papier analyse l'impact macroéconomique des dépenses publiques de fonctionnement sur la croissance économique en République Démocratique du Congo (RDC) sur la période 2000–2023. En s'appuyant sur le modèle de croissance endogène de Barro et en mobilisant un modèle vectoriel à correction d'erreur (VECM), l'étude examine les dynamiques à court et à long termes entre le PIB réel, les dépenses de fonctionnement, les dépenses d'investissement public et l'inflation. Les résultats empiriques révèlent que les dépenses de fonctionnement exercent un effet d'éviction négatif et hautement significatif sur la croissance économique à long terme, avec une élasticité de $(-0,48)$. Ce phénomène s'explique par l'hypertrophie du train de vie des institutions politiques et une asymétrie budgétaire chronique qui marginalise l'accumulation du capital public. À court terme, l'impact s'avère procyclique mais marginal $(+0,09)$, traduisant une relance transitoire par la demande qui s'estompe rapidement face à la rigidité de l'offre locale et aux pressions inflationnistes. À l'inverse, l'investissement public affiche une élasticité positive de $(+0,65)$ à long terme. L'étude recommande une restructuration drastique de la matrice budgétaire, notamment par l'instauration d'une règle d'or plafonnant les charges courantes, la dématérialisation de la fonction publique et la sanctuarisation des ressources en faveur des infrastructures de base.

Mots-clés : Dépenses de fonctionnement, Croissance économique, RDC, VECM, Politique budgétaire.

Abstract

This paper investigates the macroeconomic impact of public operating expenditures on economic growth in the Democratic Republic of the Congo (DRC) over the 2000–2023 period. Grounded in Barro's endogenous growth framework, the study deploys a Vector Error Correction Model (VECM) to scrutinize the short- and long-run dynamics between real GDP, public operating expenditures, public capital expenditures, and inflation. The empirical findings reveal that public operating expenditures exert a negative and highly significant crowding-out effect on long-run economic growth, yielding an elasticity of (-0.48) . This drags on growth stems from the hypertrophy of institutional administrative costs and a chronic fiscal asymmetry that marginalizes public capital accumulation. In the short run, the impact is procyclical yet marginal $(+0.09)$, reflecting a transient demand-side stimulus that rapidly dissipates due to domestic supply rigidities and recurrent inflationary pressures. Conversely, public investment exhibits a robust positive long-run elasticity of $+0.65$). Consequently, this paper strongly recommends a rendering of the DRC's budgetary matrix. Policy interventions should prioritize the institutionalization of a fiscal golden rule to cap current expenditures, the digital transformation of civil service payrolls, and the strict preservation of fiscal space for growth-enhancing infrastructure.

Keywords: Operating expenditures, Economic growth, DRC, VECM, Fiscal policy.

Introduction

L'effet des politiques budgétaires sur la croissance économique demeure l'une des questions les plus controversées dans l'analyse macroéconomique moderne du développement, où l'État (en particulier en Afrique subsaharienne) est considéré comme un moteur permettant de lancer l'activité économique grâce à une utilisation judicieuse de l'allocation de ses ressources financières¹.

La période 2000–2023 pour la République démocratique du Congo (RDC) constitue un terrain d'analyse unique : une économie passant de la sortie de conflit à la consolidation de la stabilité, puis se transformant en réponse au succès sur les marchés mondiaux grâce à une croissance portée par le super-cycle des matières premières. La trajectoire budgétaire congolaise au fil des années reflète un paradoxe structurel durable : d'une part, des recettes publiques qui augmentent en termes nominaux, passant d'un budget de l'ordre de 300 millions de dollars américains au début des années 2000 à des niveaux historiques dépassés, de plus de 10 milliards de dollars américains, juste avant la fin de la sous-période 2020-2023²,

Le cadre interne des dépenses publiques n'a pas changé significativement, les frais de fonctionnement des institutions et de l'administration publique prenant régulièrement le gros de l'espace budgétaire disponible et reléguant à une part marginale, fréquemment en deçà de 15%, les investissements publics en faveur des pauvres et structurants³.

Au cœur de cette controverse se dresse la question de l'arbitrage macroéconomique entre les dépenses de fonctionnement et la constitution du capital public. En effet, bien que la théorie keynésienne affirme que toute injection de fonds publics favorise l'essor de la demande globale et, par un effet de multiplicateur, suscite une croissance de l'économie nationale, les défenseurs de la croissance endogène avancent que les dépenses de fonctionnement pures, lorsqu'elles sont démesurées, se rapprochent d'une destruction de la valeur économique en nourrissant des rentes bureaucratiques improductives, engendrant un effet d'éviction sur les investissements publics et privés.⁴.

En République Démocratique du Congo, l'analyse des lois de finances et de leurs rapports de suivi budgétaire met en évidence le conflit entourant la question de l'arbitrage macroéconomique entre les dépenses de fonctionnement et l'accumulation du capital public.

En réalité, malgré l'argument de la théorie keynésienne selon lequel chaque injection de fonds publics stimule l'augmentation de la demande globale et, grâce à un effet multiplicateur, entraîne une croissance de l'économie nationale, les partisans de la croissance endogène soutiennent que les dépenses de fonctionnement à l'état pur, si elles sont excessives, conduisent à une annihilation de la valeur économique en alimentant des rentes bureaucratiques non productives, générant un effet d'éviction sur les investissements, tant publics que privés.

¹ Ndako, J. (2019). *Politique budgétaire et croissance économique en Afrique subsaharienne : Une approche comparative*. Économie et Développement, 14(2), 78-95.

² Banque Centrale du Congo. (2022). *Évolution économique de la RDC : Deux décennies de réformes macroéconomiques (2000-2020)*. Rapport spécial du Département des Études, Kinshasa, pp. 12-45.

³ Ministère des Finances de la RDC. (2024). *Rapports annuels d'exécution budgétaire : Exercices 2000 à 2023*. Direction générale du Budget, Kinshasa.

⁴ Barro, R. J. (1990). Government spending in a simple model of endogenous growth. *Journal of Political Economy*, 98(5), S103-S125.

L'importante dépense liée à la rémunération d'une fonction publique pléthorique et peu numérisée ainsi que le train de vie des institutions politiques (Présidence, Parlement, Primature) représentent plus de 70 % des ressources internes. Cependant, cette situation soulève le problème indéniable d'une disproportion manifeste entre le volume de ressources consommées par l'organe gouvernemental congolais et la maigre influence de ces dépenses sur l'économie nationale, marquée par un chômage de masse, un manque flagrant d'infrastructures énergétiques et une pauvreté multidimensionnelle affectant plus de 62 % de la population⁵.

Face à ce constat, la question principale de notre recherche s'énonce de la manière suivante : ***Quel est l'effet macroéconomique net des dépenses publiques de fonctionnement sur la croissance économique en République Démocratique du Congo sur la période 2000-2023 ?***, interrogation centrale de laquelle découlent deux questions subsidiaires consistant à savoir, d'une part, s'il existe une relation de causalité et de cointégration à long terme entre l'expansion des dépenses de fonctionnement et le rythme de progression du PIB réel congolais, et d'autre part, si la nature procyclique des dépenses courantes à court terme contribue à la stabilisation ou à la fragilisation de l'environnement macroéconomique de la RDC.

Pour y répondre, nous formulons une première **(i)** hypothèse de long terme stipulant que les dépenses publiques de fonctionnement exercent un effet négatif et statistiquement significatif sur la croissance économique en RDC, validant ainsi la thèse de l'inefficience allocative et de l'effet d'éviction des dépenses publiques improductives⁶, ainsi qu'une seconde **(ii)** hypothèse de court terme postulant que ces dépenses de fonctionnement exercent un effet positif mais marginal et éphémère sur l'activité économique congolaise, agissant exclusivement comme un stimulant de la demande de biens de consommation à travers les mécanismes de distribution de salaires qui s'estompent rapidement en alimentant des pressions inflationnistes⁷.

Ainsi, l'article scientifique cherche à quantifier et à examiner de façon méthodique l'impact macroéconomique de ces dépenses sur l'évolution du PIB réel congolais sur une durée de 24 ans (2000-2023).

Les buts précis sont d'analyser empiriquement le type et l'ampleur de cette corrélation à long terme, d'étudier la dynamique d'ajustement à court terme, et de formuler des conseils de politique économique concrets à l'attention des responsables politiques congolais afin de maximiser la marge budgétaire.

Le choix de ce sujet se justifie par l'actualité brûlante et le caractère persistant du débat sur la gouvernance financière et le train de vie de l'État en RDC, présentant un intérêt scientifique majeur pour enrichir la littérature empirique africaine, un intérêt politique et managérial comme outil d'aide à la décision pour les autorités budgétaires de la RDC, et un intérêt social évident en abordant de manière indirecte la question de la justice distributive au bénéfice des populations congolaises les plus vulnérables⁸.

⁵ Banque Mondiale. (2024). *RDC : Mettre fin à la pauvreté et stimuler une prospérité partagée - Diagnostic systématique de pays*. Rapport de la Banque Mondiale, Washington D.C.

⁶Kola, M. (2015). Finances publiques et croissance économique en RDC : Un paradoxe persistant. *Revue Congolaise d'Économie*, 10(2), 45-68.

⁷ Tshimenga, J. P. (2018). Modélisation macroéconométrique de la dynamique inflation-croissance en RDC. *Revue Africaine de Développement*, 7(1), 54-72.

⁸Mukoko Samba, D. (2021). *RDC : Trajectoire d'une économie bloquée*. Éditions L'Harmattan, Paris.

Pour tester nos hypothèses et atteindre ces objectifs, l'étude adopte une approche hypothético-déductive appuyée par une modélisation économétrique quantitative de séries temporelles inspirée de la fonction de production élargie de Barro⁹, exploitant des données annuelles secondaires extraites des bases de données de la Banque Centrale du Congo (BCC), du Ministère des Finances et de la Banque Mondiale¹⁰, selon une stratégie d'estimation découpée en quatre étapes : l'évaluation des propriétés stochastiques des variables par les tests de racine unitaire d'Augmented Dickey-Fuller (ADF) et de Phillips-Perron (PP)¹¹, l'application du test de cointégration de Johansen¹², l'estimation d'un Modèle vectoriel à correction d'erreur (VECM) pour dissocier simultanément les élasticités de court et de long termes¹³, et enfin la validation de la robustesse par une batterie de tests de diagnostic post-estimation (Breusch-Godfrey, Jarque-Bera, ARCH)¹⁴.

Ce travail se délimite strictement sur le plan spatial à la République Démocratique du Congo analysée dans sa dimension macroéconomique globale¹⁵, sur le plan temporel à la période allant de l'année 2000 (point de départ d'une profonde restructuration marquant la rupture avec l'hyperinflation des années 1990) à l'année 2023 (borne supérieure dictée par la disponibilité et la consolidation définitive des données statistiques financières)¹⁶, et enfin sur le plan thématique aux interconnexions exclusives entre la croissance du PIB réel d'une part, et les dépenses publiques exécutées au titre du budget de fonctionnement d'autre part, en intégrant les investissements publics et l'inflation comme variables de contrôle majeures, sans aborder les aspects microéconomiques de la fiscalité ou de la dette publique extérieure¹⁷.

1. REVUE DE LA LITTÉRATURE

1.1. Littérature théorique

Le débat théorique classique sur l'impact macroéconomique des dépenses publiques s'articule autour de deux paradigmes majeurs qui s'affrontent sur l'efficacité allocative de l'État : l'approche procyclique keynésienne et les théories néoclassiques de la croissance endogène. D'un côté, le modèle keynésien originel postule que les dépenses publiques, indépendamment

⁹Tanzi, V., & Zee, H. H. (1997). Fiscal policy and long-run growth. *IMF Staff Papers*, 44(2), 179-209.

¹⁰ World Bank. (2024). *World Development Indicators (WDI) Database 2024*. World Bank Group, Washington D.C.

¹¹ Dickey, D. A., & Fuller, W. A. (1979). Distribution of the estimators for autoregressive time series with a unit root. *Journal of the American Statistical Association*, 74(366), 427-431.

¹² Johansen, S. (1988). Statistical analysis of cointegration vectors. *Journal of Economic Dynamics and Control*, 12(2-3), 231-254.

¹³ Engle, R. F., & Granger, C. W. (1987). Co-integration and error correction: Representation, estimation, and testing. *Econometrica*, 55(2), 251-276.

¹⁴ Breusch, T. S. (1978). Testing for autocorrelation in dynamic simultaneous equation systems. *International Economic Review*, 19(2), 359-374.

¹⁵ Kabuya Kalala, F., & Tshiunza Mbiye, O. (2012). L'économie congolaise d'une guerre à l'autre. *L'Harmattan*, Paris.

¹⁶ Maton, J., & Schoors, K. (2007). L'économie congolaise de 1960 à 2005 : Structure, performance et perspectives. *Ghent University Press*, Gent, pp. 112-130.

¹⁷ Banque Centrale du Congo. (2024). *Rapport annuel 2023*. Kinshasa, RDC.

de leur nature (fonctionnement ou capital), agissent comme un stimulant puissant de la demande globale par le biais du mécanisme du multiplicateur budgétaire¹⁸.

Dans cette perspective, la distribution de salaires aux fonctionnaires et l'achat de biens et services par l'État augmentent le revenu disponible des ménages et les carnets de commandes des entreprises, déclenchant une vague de consommation secondaire qui dynamise l'appareil productif à court terme¹⁹.

À l'opposé de cette vision de relance par la demande, la loi de Wagner (1893) formule une approche structurelle inverse en stipulant que le développement économique d'une nation s'accompagne inévitablement d'une augmentation proportionnelle plus que s'accroissant des dépenses publiques, l'industrialisation et l'urbanisation exigeant un appareil étatique, juridique et administratif plus lourd pour maintenir la cohésion sociale et réguler le marché²⁰.

Cependant, la rupture théorique majeure intervient avec l'avènement des modèles de croissance endogène, notamment à travers les travaux fondateurs de Robert Barro (1990), qui introduisent une distinction fondamentale entre dépenses publiques productives et improductives²¹.

Barro démontre que seules les dépenses en capital public (infrastructures de transport, télécommunications, recherche et développement) génèrent des externalités positives durables capables d'élever la productivité marginale des facteurs privés et de propulser la croissance à long terme²².

En revanche, les dépenses publiques de fonctionnement pur — englobant le train de vie des institutions et les charges courantes de l'administration — sont modélisées comme des distorsions macroéconomiques majeures ; financées par l'impôt ou par l'inflation (seigneurage), elles captent l'épargne nationale sans accroître la capacité de production de l'économie, provoquant un effet d'éviction direct sur l'investissement privé et réduisant à néant le taux de croissance de long terme²³.

1.1.1 Littérature empirique

Les validations empiriques de ces théories dans les pays en développement, et plus particulièrement en Afrique subsaharienne, révèlent des trajectoires hautement contrastées et souvent dépendantes de la qualité des institutions nationales. Plusieurs études pionnières, à l'instar de celles conduites par Tanzi et Zee (1997) sur un échantillon d'économies en transition, confirment qu'une forte concentration des ressources budgétaires dans les dépenses de consommation publique corrèle négativement avec le taux de croissance du PIB réel²⁴.

En Afrique de l'Ouest, les travaux de Ndako (2019) mobilisant des modèles d'autorégression à retards échelonnés (ARDL) indiquent que l'hypertrophie des budgets de fonctionnement crée

¹⁸ Keynes, J. M. (1936). *The General Theory of Employment, Interest, and Money*. Palgrave Macmillan, London.

¹⁹ Blinder, A. S., & Solow, R. M. (1973). Does fiscal policy matter?. *Journal of Public Economics*, 2(4), 319-337.

²⁰ Wagner, A. (1893). *Grundlegung der politischen Oekonomie*. Winter, Leipzig.

²¹ Barro, R. J. (1990). Government spending in a simple model of endogenous growth. *Journal of Political Economy*, 98(5), S103-S125.

²² Lucas, R. E. (1988). On the mechanics of economic development. *Journal of Monetary Economics*, 22(1), 3-42.

²³ Rebelo, S. (1991). Long-run policy analysis and long-run growth. *Journal of Political Economy*, 99(3), 500-521.

²⁴ Tanzi, V., & Zee, H. H. (1997). Fiscal policy and long-run growth. *IMF Staff Papers*, 44(2), 179-209.

un biais procyclique qui amplifie la vulnérabilité des États face aux chocs exogènes sur les matières premières sans jamais jeter les bases d'une économie résiliente²⁵.

Ce constat est partagé par des recherches menées au Nigeria et en Angola, deux économies pétrolières au profil similaire à celui de la RDC, où les auteurs démontrent que l'illusion financière créée par les booms de recettes extractives pousse les gouvernements à gonfler de manière irréversible la masse salariale publique et les budgets des cabinets politiques, entraînant le syndrome hollandais (Dutch Disease) par l'asphyxie des secteurs agricole et manufacturier locaux^{26,27}. Dans le contexte spécifique de la République Démocratique du Congo, la littérature existante met en exergue un paradoxe budgétaire structurel documenté par Kola (2015) : l'élasticité à long terme entre les dépenses de fonctionnement de l'État congolais et la croissance économique est négative, ce qui suggère que l'augmentation de la taille administrative de l'État détruit de la valeur macroéconomique²⁸.

Les analyses de suivi budgétaire publiées par l'Observatoire de la Dépense Publique (ODEP) soulignent que cette inefficience est exacerbée par la nature discrétionnaire des dépenses courantes en RDC, souvent exécutées en procédure d'urgence (hors chaîne de la dépense), ce qui limite l'effet multiplicateur local puisque ces liquidités s'orientent massivement vers l'achat de biens de consommation importés, alimentant des fuites de capitaux au détriment du tissu industriel congolais^{29,30}. Enfin, des analyses macroéconométriques récentes confirment que le manque d'investissements de complémentarité dans les secteurs de l'énergie et des transports bloque l'effet positif potentiel que la consommation publique pourrait exercer sur l'offre globale³¹.

2. MÉTHODOLOGIE DE LA RECHERCHE ET CADRE ÉCONOMÉTRIQUE

2.2. Spécification théorique et formalisation mathématique du modèle

La modélisation de l'impact des dépenses publiques de fonctionnement sur la croissance économique en République Démocratique du Congo s'inscrit dans le prolongement conceptuel des théories de la croissance endogène, en particulier le modèle de Barro (1990) fondé sur une fonction de production de type Cobb-Douglas intégrant les services publics comme facteurs de production³².

Afin d'isoler l'effet spécifique de l'efficacité allocative des ressources de l'État, nous dissociions les dépenses budgétaires globales en deux composantes majeures (les charges courantes de

²⁵ Ndako, J. (2019). *Politique budgétaire et croissance économique en Afrique subsaharienne : Une approche comparative*. Économie et Développement, 14(2), 78-95.

²⁶ Olugbenga, A. O., & Owoye, O. (2007). Public expenditure and economic growth: New evidence from OECD countries. *Journal of Economic Studies*, 34(5), 368-385.

²⁷ Sanusi, L. S. (2012). Banking reform and its impact on the Nigerian economy. *Central Bank of Nigeria Economic and Financial Review*, 50(4), 115-138.

²⁸ Kola, M. (2015). Finances publiques et croissance économique en RDC : Un paradoxe persistant. *Revue Congolaise d'Économie*, 10(2), 45-68.

²⁹ Observatoire de la Dépense Publique (ODEP). (2023). *Le coût du train de vie des institutions en RDC : Analyse critique des budgets d'État de 2018 à 2023*. Rapport d'audit citoyen, Kinshasa.

³⁰ Mabi Mulumba, E. (2020). *La gestion des finances publiques en RDC : Des réformes de structure à l'exigence de redevabilité*. Éditions Universitaires Africaines, Kinshasa.

³¹ Mukoko Samba, D. (2021). *RDC : Trajectoire d'une économie bloquée*. Éditions L'Harmattan, Paris.

³² Barro, R. J. (1990). Government spending in a simple model of endogenous growth. *Journal of Political Economy*, 98(5), S103-S125.

fonctionnement et les dépenses d'investissement en capital), tout en introduisant le taux d'inflation comme variable de contrôle pour capter les chocs de stabilité macroéconomique inhérents à l'histoire monétaire congolaise³³. La fonction de production macroéconomique élargie se formalise ainsi initialement sous la forme mathématique suivante :

$$PIBR_t = A \cdot DF_t^{B_1} \cdot D_t^{B_1} \cdot INF_t^{B_3} \cdot e^{\varepsilon_t}$$

Où PIBR_t représente le Produit Intérieur Brut réel au temps (t), (A) l'efficacité technique totale des facteurs (le progrès technique supposé exogène), (DF_t) le volume des dépenses publiques de fonctionnement exécutées, (D_t) le montant des dépenses d'investissement public sur ressources propres, (INF_t) le taux d'inflation annuel moyen calculé à partir de l'indice des prix à la consommation, et (ε_t) le terme d'erreur stochastique représentant les chocs exogènes non captés par le modèle³⁴.

Pour linéariser cette relation non linéaire, stabiliser la variance de la série chronologique et permettre une interprétation directe des coefficients estimés sous forme d'élasticités macroéconomiques constantes, nous appliquons une transformation logarithmique naturelle à l'ensemble des variables quantitatives, à l'exception du taux d'inflation qui se présente déjà sous forme de pourcentage³⁵. L'équation économétrique structurelle de long terme finale se présente dès lors sous la configuration log-linéaire suivante :

$$\ln(PIBR_t) = \beta_0 + \beta_1 \ln(DF_t) + \beta_2 \ln(D_t) + \beta_3 INF_t + \varepsilon_t$$

Dans cette formulation, le coefficient β_0 qui correspond à $\ln A$ intercepte la constante structurelle du modèle, tandis que les paramètres β_1 , β_2 et β_3 représentent les élasticités respectives du PIB réel par rapport aux variations des variables indépendantes. Au regard des fondements théoriques développés dans la revue de la littérature, les signes attendus pour les paramètres sont $\beta_1 < 0$ (l'hypertrophie des dépenses de fonctionnement en RDC agissant comme un frein à long terme par effet d'éviction), $\beta_2 > 0$ (l'investissement public stimulant l'activité par effet d'entraînement des infrastructures) et $\beta_3 < 0$ (l'inflation non maîtrisée agissant comme une taxe sur l'activité économique et détruisant la visibilité des investisseurs privés)³⁶.

2.2.2. Description des variables et sources des données

La validation empirique du modèle repose sur l'exploitation de données secondaires annuelles couvrant la sous-période historique 2000-2023 en République Démocratique du Congo, extraites et croisées à partir des bases de données officielles de la Banque Centrale du Congo (BCC), de la Direction Générale du Budget du Ministère des Finances, ainsi que de la base des Indicateurs du Développement dans le Monde (WDI) de la Banque Mondiale³⁷. La variable dépendante, le Produit Intérieur Brut réel PIBR, est exprimée en millions de dollars constants

³³Tshimenga, J. P. (2018). Modélisation macroéconométrique de la dynamique inflation-croissance en RDC. *Revue Africaine de Développement*, 7(1), 54-72.

³⁴Gujarati, D. N., & Porter, D. C. (2009). *Basic Econometrics*. McGraw-Hill Irwin, New York.

³⁵Wooldridge, J. M. (2015). *Introductory Econometrics: A Modern Approach*. Cengage Learning, Boston.

³⁶Tanzi, V., & Zee, H. H. (1997). Fiscal policy and long-run growth. *IMF Staff Papers*, 44(2), 179-209.

³⁷Banque Centrale du Congo. (2024). *Rapport annuel 2023*. Kinshasa, RDC.

(année de base 2015) afin d'éliminer l'illusion monétaire liée aux phases de forte inflation qu'a connues la RDC au début de la décennie 2000³⁸.

La première variable explicative d'intérêt majeur est constituée par les Dépenses Publiques de Fonctionnement **DF**, captées à travers les états de suivi budgétaire (ESB) sous l'agrégat regroupant les dépenses de personnel (rémunérations des fonctionnaires et des institutions politiques), les achats de biens et services courants, ainsi que les subventions et transferts de l'État³⁹. La deuxième variable explicative, introduite comme variable de contrôle essentielle, représente les Dépenses d'Investissement Public **DI**, définies comme l'ensemble des dépenses budgétaires en capital exécutées par l'État pour la construction d'infrastructures routières, énergétiques, sanitaires et scolaires⁴⁰.

Enfin, la dernière variable de contrôle est le Taux d'Inflation **INF**, mesuré par la variation en pourcentage annuel moyen de l'indice général des prix à la consommation, un indicateur crucial pour appréhender la stabilité du cadre macroéconomique congolais qui a oscillé entre des épisodes d'hyperinflation résiduelle au début des années 2000 (plus de 500 %) et des phases de relative stabilisation sous les accords de facilité élargie de crédit du FMI⁴¹.

2.2.3 Protocole économétrique d'estimation par Modèle Vectoriel à Correction d'Erreur (VECM)

L'estimation économétrique de notre modèle suit un protocole statistique rigoureux structuré en quatre phases séquentielles afin d'éviter le piège des régressions fallacieuses (Régressions) propre aux séries temporelles non stationnaires. La première étape consiste à analyser les propriétés stochastiques et le degré d'intégration de chaque série chronologique par le biais des tests de racine unitaire d'Augmented Dickey-Fuller (ADF) et de Phillips-Perron (PP), ce dernier test étant particulièrement robuste face aux ruptures structurelles potentielles caractérisant l'économie congolaise d'après-guerre⁴².

Si les variables se révèlent non stationnaires en niveau mais stationnaires après application d'une première différence c'est-à-dire intégrées d'ordre un, $I(1)$, nous passons à la deuxième étape qui consiste à déterminer le nombre optimal de retards (p) du modèle en s'appuyant sur les critères d'information d'Akaike (AIC) et de Schwarz (SB) appliqués à un modèle Vectoriel Autorégressif (VAR) non contraint⁴³.

La troisième étape met en œuvre le test de cointégration de Johansen (1988) reposant sur les statistiques de la trace et de la valeur propre maximale pour vérifier l'existence d'une ou plusieurs relations d'équilibre à long terme stables entre le PIB réel et ses déterminants

³⁸ World Bank. (2024). *World Development Indicators (WDI) Database 2024*. World Bank Group, Washington D.C.

³⁹ Ministère des Finances de la RDC. (2024). *Rapports annuels d'exécution budgétaire : Exercices 2000 à 2023*. Direction générale du Budget, Kinshasa.

⁴⁰ Mabi Mulumba, E. (2020). *La gestion des finances publiques en RDC : Des réformes de structure à l'exigence de redevabilité*. Éditions Universitaires Africaines, Kinshasa.

⁴¹ International Monetary Fund (IMF). (2023). *Democratic Republic of the Congo: Fourth Review Under the Extended Credit Facility Arrangement*. IMF Country Report No. 23/244, Washington D.C.

⁴² Dickey, D. A., & Fuller, W. A. (1979). Distribution of the estimators for autoregressive time series with a unit root. *Journal of the American Statistical Association*, 74(366), 427-431.

⁴³ Lütkepohl, H. (2005). *New Introduction to Multiple Time Series Analysis*. Springer-Verlag, Berlin.

budgétaires⁴⁴. En présence d'au moins un vecteur de cointégration validé, le théorème de représentation d'Engle et Granger (1987) impose la spécification d'un Modèle Vectoriel à Correction d'Erreur (VECM), qui permet de modéliser simultanément la dynamique de court terme et l'ajustement de long terme.

La validité statistique globale de ce VECM est conditionnée par le fait que le coefficient de force de rappel (la vitesse d'ajustement λ) soit strictement négatif et statistiquement significatif, attestant que l'économie congolaise converge progressivement vers son sentier de croissance stationnaire à long terme après avoir subi un choc budgétaire transitoire⁴⁵. Enfin, la quatrième et dernière étape consiste à soumettre le modèle estimé à une batterie de tests de diagnostic post-estimation pour valider la robustesse des résidus : le test LM de Breusch-Godfrey pour vérifier l'absence d'autocorrélation des erreurs, le test ARCH pour s'assurer de l'homoscédasticité, et le test de Jarque-Bera pour confirmer la normalité de la distribution des résidus⁴⁶.

3. PRÉSENTATION ET ANALYSE DES RÉSULTATS EMPIRIQUES

3.1. Analyse des propriétés stochastiques et tests de racine unitaire (Stationnarité)

L'analyse empirique débute par la vérification de la stationnarité des séries chronologiques de la République Démocratique du Congo (2000-2023). Les tests d'Augmented Dickey-Fuller (ADF) et de Phillips-Perron (PP) ont été appliqués en niveau et en première différence. Les résultats de ces tests sont synthétisés dans le Tableau 1.

Tableau N°1 : Tests de racine unitaire (ADF et PP)

Variables	Test ADF (En Niveau)	Test ADF (En Différence 1ère)	Test PP (En Niveau)	Test PP (En Différence 1ère)	Ordre d'intégration
lnPIBR	-1,45 (0,54)	-4,12 (0,00) *	-1,32 (0,61)	-4,58 (0,00) *	I(1)
LnDF	-2,01 (0,28)	-5,24 (0,00) *	-1,98 (0,30)	-5,89 (0,00) *	I(1)
LnDI	-0,85 (0,80)	-3,98 (0,01) *	-0,64 (0,85)	-4,15 (0,00) *	I(1)
INF	-2,41 (0,15)	-6,11 (0,00) *	-2,35 (0,17)	-7,24 (0,00) *	I(1)

Source : Estimations de l'auteur sur EViews 12

Interprétation

Le Tableau 1 démontre que toutes les variables sont non stationnaires en niveau mais deviennent stationnaires après application d'une première différence. Elles sont donc toutes intégrées d'ordre un, soit I(1), ce qui permet de procéder au test de cointégration. Les critères d'Akaike

⁴⁴ Johansen, S. (1988). Statistical analysis of cointegration vectors. *Journal of Economic Dynamics and Control*, 12(2-3), 231-254.

⁴⁵ Hamilton, J. D. (1994). *Time Series Analysis*. Princeton University Press, Princeton.

⁴⁶ Breusch, T. S. (1978). Testing for autocorrelation in dynamic simultaneous equation systems. *International Economic Review*, 19(2), 359-374.

(AIC) et de Schwarz (SB) appliqués à un modèle VAR non contraint ont validé de manière convergente un retard optimal fixé à $p = 1$.

3.2. Test de cointégration de Johansen

L'existence d'une relation d'équilibre de long terme stable entre le PIB réel et ses déterminants macroéconomiques a été éprouvée par la méthode de cointégration de Johansen. Le Tableau 2 présente les statistiques de la trace et de la valeur propre maximale.

Tableau N°2

Hypothèse Nulle	Hypothèse Alternative	Statistique de la Trace	Valeur Critique (5 %)	Statistique $\lambda_{\max}$	Valeur Critique (5 %)
$*r = 0^{**}$	$r \geq 1$	54,82	47,85	31,14	27,58
$r \leq 1$	$r \geq 2$	23,68	29,79	15,22	21,13
$r \leq 2$	$r \geq 3$	8,46	15,49	7,12	14,26

Source : Estimations de l'auteur sur EViews 12

Interprétation

Les résultats du Tableau 2 confirment de manière unanime l'existence d'un unique vecteur de cointégration ($r = 1$) au seuil de 5 %, validant la spécification d'un Modèle Vectoriel à Correction d'Erreur.

3.3. Estimation de la relation de long terme et élasticités

L'équation de long terme normalisée par rapport à la variable dépendante ($\ln \text{PIBR}$) permet d'évaluer l'impact structurel des politiques budgétaires sur la croissance économique congolaise. Les coefficients de long terme sont récapitulés dans le Tableau 3.

Tableau N°3 : Coefficients de long terme (Variable dépendante : $\ln \text{PIBR}$)

Variables Explicatives	Coefficients Estimés	Écarts-types	t de Student	Probabilité	Signe Attendu / Obtenu
Constante (β_0)	11,42	1,25	9,14	0,00	+/- +
$\ln \text{DF}$ (Fonctionnement)	-0,48	0,12	-3,84	0,00	- -
$\ln \text{DI}$ (Investissement)	0,65	0,13	5,12	0,00	+ +
$\ln \text{F}$ (Inflation)	-0,012	0,005	-2,18	0,03	- -

Source : Estimations de l'auteur sur EViews 12

Interprétation

L'analyse des élasticités du Tableau 3 révèle qu'une hausse de 10 % des dépenses publiques de fonctionnement ($\ln \text{DF}$) induit une baisse de 4,8 % du PIB réel à long terme, confirmant un effet d'éviction majeur. À l'inverse, l'investissement public ($\ln \text{DI}$) exerce un impact positif substantiel (+6,5 %).

3.4. Dynamique de court terme du VECM et force de rappel

L'estimation du VECM intègre le terme de correction d'erreur (ECT_{t-1}) et isole la dynamique de court terme. Le Tableau ci-dessous présente les résultats de cette modélisation.

Tableau N°4 : Résultats de court terme du VECM (Variable dépendante : ($\Delta \ln \text{PIBR}$))

Variables	Coefficient	Écart-type	t de Student	Probabilité	Statut
Force de rappel (ECTt-1)	-0,38	0,09	-4,12	0,00*	Négatif et significatif
$\Delta \ln \text{PIBRt-1}$	0,12	0,10	1,20	0,24	Non significatif
$\ln \text{DFt-1}$	0,09	0,04	1,98	0,06**	Significatif à 10 %
$\Delta \ln \text{DIt-1}$	0,14	0,06	2,45	0,02*	Significatif à 5 %
$\Delta \ln \text{Ft-1}$	-0,004	0,002	-1,65	0,11	Non significatif

Source : Estimations de l'auteur sur EViews 12

Interprétation

La force de rappel négative et significative ($\lambda = -0,38$) confirme la stabilité du modèle : 38 % de tout écart à l'équilibre macroéconomique est résorbé au bout d'une année. À court terme, l'impact des dépenses de fonctionnement ($\Delta \ln \text{DFt-1}$) reste marginal (+0,9 % pour une hausse de 10 % des dépenses).

3.5. Tests de diagnostic et de robustesse des résidus

Pour garantir la validité des conclusions économétriques, une batterie de tests post-estimation a été effectuée sur les résidus du VECM. Les résultats sont synthétisés dans le Tableau 5.

Tableau N°5 : Tests de diagnostic sur les résidus

Nature du Test	Test Statistique Utilisé	Valeur de la Statistique	p-value	Conclusion Statistique
Autocorrélation	Test LM de Breusch-Godfrey (Lag 2)	$\chi^2 = 1,73$	0,42	Absence d'autocorrélation
Hétéroscédasticité	Test ARCH (Lag 1)	$\chi^2 = 0,30$	0,58	Erreurs homoscedastiques
Normalité	Test de Jarque-Bera	$\chi^2 = 2,34$	0,31	Résidus normalement distribués

Source : Estimations de l'auteur sur EViews 12

Interprétation

Les p-values étant toutes supérieures au seuil de 5 %, le modèle VECM s'avère exempt de biais statistiques, ce qui valide pleinement l'interprétation des résultats pour la gouvernance budgétaire.

3.6. Tableau de validation des hypothèses de l'étude

Pour clore l'analyse empirique, le Tableau 6 confronte les hypothèses formulées dans l'introduction générale aux résultats issus de l'estimation du modèle vectoriel à correction d'erreur (VECM).

Tableau N°6 : Grille de confrontation et de validation des hypothèses

Hypothèses initiales	Signe / Effet attendu	Résultat économétrique obtenu	Seuil de significativité	Décision statistique	Implication macroéconomique pour la RDC
Hypothèse 1 : Les dépenses publiques de fonctionnement exercent un effet négatif et significatif sur la croissance à long terme.	$\beta_1 < 0$ Négatif)	-0,48 (Effet d'éviction)	0,00 (Significatif à 5 %)	CONFIRMÉ E	L'hypertrophie du train de vie de l'État et des institutions capte l'espace fiscal au détriment des secteurs productifs.
Hypothèse 2 : Les dépenses publiques de fonctionnement exercent un effet positif mais marginal et éphémère à court terme.	$\gamma_2 > 0$ (Positif faible)	+0,09 (Effet procyclique)	0,06 (Significatif à 10 %)	CONFIRMÉ E	Les injections de liquidités via les salaires stimulent la consommation immédiate sans créer de capacité de production durable.

Analyse de la grille de validation

L'examen du Tableau 6 valide l'entièreté de notre cadre théorique appliqué à la République Démocratique du Congo :

1. **La confirmation de l'hypothèse 1** valide le modèle de croissance endogène de Barro. En RDC, la structure budgétaire observée dans notre base de données (où le fonctionnement surpasse l'investissement dans un ratio de près de 57 pour 1 en 2023) étouffe la croissance de long terme. L'État détruit de la valeur en finançant une bureaucratie non productive plutôt que des infrastructures de base.
2. **La confirmation de l'hypothèse 2** montre le caractère transitoire de la relance keynésienne à court terme. Les augmentations de salaires ou les dépenses de consommation des institutions créent une illusion de croissance à court terme (+0,09).

Cependant, cette demande globale s'oriente vers des biens importés, ce qui alimente l'inflation et s'estompe rapidement sans laisser de trace sur le PIB réel.

3.7. Limites économétriques et justification de l'échantillon

L'interprétation des résultats issus du modèle VECM présenté ci-dessus doit être appréhendée au regard de certaines contraintes statistiques inhérentes aux données de la République Démocratique du Congo :

- **Taille de l'échantillon et degrés de liberté** : L'étude couvre la période 2000-2023, soit un échantillon de 24 observations annuelles. Bien qu'une taille d'échantillon restreinte puisse limiter la puissance des tests de cointégration à l'échantillon fini, ce choix temporel est doublement dicté par la disponibilité de données macroéconomiques fiables et par la volonté de capturer une période institutionnelle homogène (l'après-guerre de consolidation économique).

Les propriétés stochastiques unanimes des séries toutes intégrées d'ordre 1, $I(1)$ et la validation d'une relation de cointégration unique au seuil de 5 % justifient l'examen des dynamiques transitoires via le mécanisme à correction d'erreur (Engle et Granger, 1987). Le recours à des modélisations alternatives (de type ARDL), bien que pertinent pour de petits échantillons, a été écarté pour privilégier l'analyse simultanée des interdépendances structurelles à long terme.

- **Absence de tests de ruptures structurelles** : L'économie congolaise a subi plusieurs chocs exogènes majeurs sur la période (crise financière de 2008, choc pandémique de la Covid-19 en 2020). L'intégration de variables muettes (*dummy variables*) pour modéliser ces ruptures structurelles aurait considérablement réduit les degrés de liberté du modèle, fragilisant la robustesse des estimations des paramètres du VECM. L'omission volontaire de tests de rupture (tels que les tests de Chow ou de Zivot-Andrews) constitue une limite assumée de ce travail, ouvrant la voie à des recherches futures basées sur des données trimestrielles de plus haute fréquence.
- **Variables omises** : Enfin, des déterminants majeurs de la croissance en RDC, tels que le taux de change réel, l'inflation ou les exportations minières, n'ont pas été inclus dans le système afin de respecter le principe de parcimonie économétrique. L'introduction de ces variables de contrôle aurait saturé le modèle, rendant l'estimation du VECM instable sur un horizon de 24 ans.

4. DISCUSSION DES RÉSULTATS

L'estimation empirique par le modèle VECM met en évidence une dualité dans les effets des finances publiques en RDC : un effet d'éviction marqué à long terme des dépenses de

fonctionnement ($\epsilon = -0,48$) opposé à un effet d'entraînement robuste des dépenses

d'investissement ($\epsilon = +0,65$). Ces résultats, conformes aux prédictions théoriques de Barro (1990), méritent d'être analysés au regard des spécificités institutionnelles de l'économie congolaise et de la littérature empirique subsaharienne.

4.1. L'effet d'éviction à long terme : les canaux de l'inefficience budgétaire

L'impact négatif et persistant des dépenses courantes sur le sentier de croissance de long terme valide l'hypothèse d'une productivité marginale négative de la bureaucratie publique. Ce phénomène s'explique par trois canaux interdépendants :

- **L'hypertrophie administrative et le poids des institutions** : Une part prépondérante du budget de l'État est absorbée par la rémunération d'une fonction publique aux rendements marginaux décroissants et le train de vie des institutions politiques. Ce résultat corrobore les conclusions de Tanzi et Zee (1997) sur les distorsions fiscales nées du financement des structures publiques non marchandes. En Afrique subsaharienne, cette observation rejoint les travaux de Kpodar et al. (2019), qui soulignent que l'expansion des dépenses de personnel, lorsqu'elle ne s'accompagne pas d'un renforcement des capacités institutionnelles, étouffe l'activité économique globale.
- **Le coût d'opportunité et la faiblesse du capital public** : Les ressources allouées au fonctionnement courant réduisent mécaniquement l'espace fiscal disponible pour le financement des infrastructures de base. Ce déséquilibre structurel maintient l'économie congolaise dans un piège de sous-développement infrastructurel (déficit énergétique, faiblesses des réseaux de transport). L'absence de complémentarité entre capital public et capital privé bloque ainsi l'effet de levier traditionnellement attendu de l'action publique.
- **La fuite de la demande vers l'extérieur** : Compte tenu de la faible diversification du tissu productif national, l'injection de liquidités via les dépenses de fonctionnement (traitements, fournitures de bureau) se traduit par une expansion de la demande globale qui s'oriente massivement vers les biens de consommation importés. Contrairement aux hypothèses keynésiennes de relance par la demande, le multiplicateur budgétaire s'exerce ici au bénéfice des économies partenaires, aggravant le déficit commercial sans stimuler l'appareil productif local.

4.2. Les rigidités institutionnelles et la gouvernance de la dépense

Pour dépasser le cadre strictement qualitatif des rapports administratifs, l'effet d'éviction à long terme mis en évidence par notre modèle ($\varepsilon = -0,48$) doit être adossé aux indicateurs empiriques de la gouvernance budgétaire en RDC. Deux dynamiques documentées illustrent les canaux de cette inefficience allocative :

- **La généralisation des procédures d'exception** : L'explication institutionnelle des perturbations de court terme et de l'inefficience de long terme repose sur le contournement systématique de la chaîne standardisée de la dépense (Engagement, Liquidation, Ordonnancement, Paiement). Les données d'audit de la Cour des comptes de la RDC révèlent que les dépenses exécutées en "procédure d'urgence" ou hors chaîne comptent régulièrement pour plus de **50 % des dépenses globales du Budget général** (comme illustré par le taux de 51,20 % relevé dans les rapports récents de reddition). Ce recours massif aux circuits dérogatoires (notamment les enveloppes de "mises à disposition de fonds") court-circuite le contrôle comptable *ex-ante*, favorise des allocations discrétionnaires non productives et réduit considérablement l'impact multiplicateur attendu des dépenses publiques.

- **L'asymétrie d'exécution et les dépassements des institutions** : La rigidité budgétaire congolaise s'observe empiriquement à travers les écarts systématiques entre les lois de finances initiales et les lois de reddition des comptes. Alors que les budgets alloués aux secteurs porteurs de croissance (Investissements sur ressources propres, Agriculture, Infrastructures) affichent des taux d'exécution chroniquement faibles, souvent **inférieurs à 40 %**, les enveloppes de fonctionnement des institutions politiques (Présidence, Primature, Parlement) enregistrent régulièrement des taux d'exécution supérieurs à **150 %, voire 200 %**. Ces glissements budgétaires récurrents, financés au détriment des dépenses en capital, valident empiriquement l'hypothèse de Barro (1990) selon laquelle le coût d'opportunité d'un appareil d'État hypertrophié pénalise la productivité marginale globale de l'économie.

4.3. L'impact à court terme : une impulsion procyclique et transitoire

À court terme, le modèle indique un impact positif mais marginal des dépenses courantes (+0,09). Cette dynamique à court terme reflète une impulsion keynésienne transitoire, où l'injection de revenus dans l'économie stimule temporairement le commerce de détail et les services de proximité.

Cependant, cet effet s'estompe rapidement et se trouve neutralisé par les rigidités structurelles de l'économie congolaise (goulots d'étranglement de l'offre, forte dépendance aux cours volatils des matières premières). Contrairement aux économies développées où les stabilisateurs automatiques permettent de lisser le cycle économique, la dépense de fonctionnement en RDC revêt un caractère procyclique : elle s'accélère lors des booms miniers et se contracte violemment lors des retournements de conjoncture, accentuant l'instabilité macroéconomique globale plutôt que de la stabiliser.

5. Implications scientifiques et pistes de réflexion budgétaire

Les résultats empiriques de cette étude démontrent que la nature de la dépense publique en République Démocratique du Congo importe plus que son volume global. L'élasticité positive et hautement significative de l'investissement public (+0,65), contrastant avec l'effet d'éviction à long terme des dépenses de fonctionnement (-0,48), invite à repenser la structure de la matrice budgétaire nationale.

Sur la base de ces conclusions économétriques, plusieurs orientations et pistes de réformes institutionnelles peuvent être envisagées par les décideurs publics afin de restaurer l'efficacité allocative des ressources de l'État :

- **Vers un encadrement des règles budgétaires** : Les estimations de long terme suggèrent qu'un assainissement des charges courantes est indispensable pour libérer l'espace fiscal. À ce titre, une réflexion mérite d'être menée dans le cadre de la Loi Relative aux Finances Publiques (LOFIP) pour introduire des mécanismes contraignants visant à plafonner la part des dépenses courantes au profit des dépenses en capital. Un seuil indicatif de charges de fonctionnement maximum, aligné sur la moyenne des économies résilientes de la sous-région, permettrait de sanctuariser l'épargne publique.
- **Rééquilibrage de la matrice d'allocation en faveur du capital public** : Afin de maximiser l'effet d'entraînement mis en évidence par le modèle, les ressources

publiques devraient être structurellement réorientées vers les infrastructures de base (électrification, réseaux de transport, desserte agricole). Le relèvement progressif de la part de l'investissement sur ressources propres constitue un levier clé pour élever la productivité marginale des facteurs privés et soutenir le sentier de croissance stationnaire.

- **Rationalisation administrative et dématérialisation** : L'explication institutionnelle de l'effet d'éviction reposant sur le coût de l'appareil étatique, la finalisation du processus d'identification biométrique et la bancarisation intégrale des agents de la fonction publique apparaissent comme des prérequis. La transition numérique de la chaîne administrative est de nature à réduire les rentes bureaucratiques improductives constatées dans la littérature africaine.
- **Renforcement de la discipline et de la gouvernance budgétaire** : Pour restaurer l'effet multiplicateur local, il convient de limiter strictement le recours aux procédures d'urgence hors chaîne de la dépense. L'alignement systématique des flux financiers sur le circuit standardisé de dépenses permet d'atténuer les fuites de gouvernance et garantit l'efficacité de la dépense exécutée.
- **Coordination du Policy-Mix** : Pour contenir les tensions inflationnistes à court terme identifiées lors des phases d'accélération des dépenses courantes, un arrimage strict doit être maintenu entre le plan de trésorerie du Ministère des Finances et le plan de liquidité de la Banque Centrale du Congo, interdisant tout financement monétaire direct des déficits courants.

Conclusion

Cette étude scientifique a examiné les effets macroéconomiques des dépenses publiques de fonctionnement sur l'expansion économique en République Démocratique du Congo entre 2000 et 2023.

Cette étude, s'appuyant sur les théories de croissance endogène de Barro et utilisant une approche économétrique rigoureuse basée sur le Modèle Vectoriel à Correction d'Erreur (VECM) ainsi que sur les tests de cointégration de Johansen, fournit des preuves essentielles pour la gouvernance financière du pays.

Les conclusions du modèle ont démontré que les dépenses publiques de fonctionnement ont à long terme un impact négatif notable sur le PIB réel congolais, avec une élasticité calculée à (-0,48).

Ce constat confirme notre première supposition de recherche et souligne un effet d'éviction structurel significatif : l'expansion excessive des charges courantes et des dépenses institutionnelles absorbe principalement l'espace fiscal disponible, au détriment immédiat de l'accumulation du capital public.

Sur le plan immédiat, l'effet de ces dépenses de consommation est positif, quoique faible (+0,09), et flou, ce qui valide notre deuxième supposition.

Les injections de liquidités, que ce soit par le versement des salaires ou par les dépenses souveraines, boostent temporairement la demande globale. Cependant, celle-ci se concrétise instantanément par l'importation à grande échelle de produits de consommation courante, tout en créant des tensions inflationnistes récurrentes et une déstabilisation du Franc Congolais.

L'asymétrie structurelle révélée dans notre base de données où les dépenses de fonctionnement dépassent l'investissement en ressources propres avec un rapport d'environ 57 pour 1 en 2023 illustre que le gouvernement congolais se comporte en consommateur net, contrairement à un investisseur, entravant ainsi le cycle positif du développement durable, malgré des performances économiques globales stimulées de façon ouverte par le secteur extractif.

Références

- Agénor, P.-R. (2010). Infrastructure-led development. *Journal of Economic Dynamics and Control*, 34(5), 932–950.
- BCC [Banque Centrale du Congo]. (2024). *Rapport annuel 2023*. Département des Statistiques, Kinshasa.
- Banque Mondiale. (2024). *RDC : Diagnostic systématique de pays*. Groupe de la Banque Mondiale, Washington.
- Barro, R. J. (1990). Government spending and endogenous growth. *Journal of Political Economy*, 98(5), S103–S125.
- Blinder, A. S., & Solow, R. M. (1973). Does fiscal policy matter? *Journal of Public Economics*, 2(4), 319–337.
- Breusch, T. S. (1978). Testing for autocorrelation. *International Economic Review*, 19(2), 359–374.

- Devarajan, S., Swaroop, V., & Zou, H.-F. (1996). Public expenditure composition and growth. *Journal of Monetary Economics*, 37(2), 313–344.
- Dickey, D. A., & Fuller, W. A. (1981). Likelihood ratio statistics for autoregressive time series. *Econometrica*, 49(4), 1057–1072.
- Engle, R. F., & Granger, C. W. J. (1987). Co-integration and error correction. *Econometrica*, 55(2), 251–276.
- FMI [Fonds Monétaire International]. (2023). *DRC: Fourth Review Under the ECF* (Country Report 23/244). Washington.
- Johansen, S. (1988). Statistical analysis of cointegration vectors. *Journal of Economic Dynamics and Control*, 12, 231–254.
- Kabuya Kalala, F., & Tshiunza Mbiye, O. (2012). *L'économie congolaise d'une guerre à l'autre*. L'Harmattan.
- Keynes, J. M. (1936). *The general theory of employment, interest, and money*. Palgrave Macmillan.
- Kola, M. (2015). Finances publiques et croissance en RDC : Un paradoxe persistant. *Revue Congolaise d'Économie*, 10(2), 45–68.
- Loi n° 11/011 relative aux finances publiques (LOFIP). (2011). *Journal Officiel de la RDC*. Kinshasa.
- Mabi Mulumba, E. (2020). *La gestion des finances publiques en RDC*. Éditions Universitaires Africaines.
- Ministère des Finances de la RDC. (2024). *Rapports d'exécution budgétaire (2000-2023)*. Budget, Kinshasa.
- Mukoko Samba, D. (2021). *RDC : Trajectoire d'une économie bloquée*. L'Harmattan.
- Ndako, J. (2019). Politique budgétaire et croissance en Afrique subsaharienne. *Économie et Développement*, 14(2), 78–95.
- ODEP [Observatoire de la Dépense Publique]. (2023). *Le coût du train de vie des institutions en RDC*. ODEP, Kinshasa.
- Tanzi, V., & Zee, H. H. (1997). Fiscal policy and long-run growth. *IMF Staff Papers*, 44(2), 179–209.
- Tshimenga, J. P. (2018). Modélisation de la dynamique inflation-croissance en RDC. *Revue Africaine de Développement*, 7, 54–72.
- Wagner, A. (1893). *Grundlegung der politischen Oekonomie* (3e éd.). Winter.